

Libye : intervenir, encore ?...

Dominique DAVID

Se dirige-t-on droit vers une nouvelle intervention en Libye ? La décomposition de nombre d'États de la couronne méditerranéenne rend-elle inévitable la multiplication des démonstrations militaires de la part des puissances traditionnelles présentes dans la région ?

Il faut certes ici considérer l'agenda libyen. Mais aussi d'autres questions, au moins à un triple niveau d'analyse.

L'intervention extérieure, signe des temps ?

Premier niveau : celui de notre responsabilité propre. La France gère aujourd'hui le catastrophique héritage de la catastrophique intervention de 2011. Une intervention conçue pour exhiber la force, et qui a témoigné de multiples faiblesses : un fonctionnement hors sol de la prise de décision ; une impréparation politique et militaire ; un oubli des conséquences de l'intervention ; une négligence des décisions de l'ONU, laquelle n'autorisait qu'une action de protection limitée ; un débat politique escamoté : la massive approbation d'hier expliquant la discrétion des critiques d'aujourd'hui.

Au-delà de la Libye, l'intervention de 2011 a de lourdes conséquences internationales : le mépris des décisions de l'ONU décrédibilise les demandes de feu vert à venir, tue le tout neuf concept de « responsabilité de protéger », et bloque le Conseil de sécurité, comme l'a fort bien compris Moscou, qui avait déjà mal digéré l'intervention unilatérale de l'OTAN en Serbie. La vraie question est pourtant plus large, et porte sur le concept même d'intervention, massivement manié par les Occidentaux depuis 1990.

Dominique DAVID est conseiller du président de l'Ifri, rédacteur en chef de Politique étrangère et co-directeur du Ramses.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-557-4

© Tous droits réservés, Paris, Ifri, 2016.

Comment citer cette publication :

Dominique David, « Libye : intervenir, encore ?... », *Éditoriaux de l'Ifri*, 12 avril 2016.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Email : accueil@ifri.org

Site internet :
www.ifri.org

La multiplication de ces interventions – Somalie, Balkans, Moyen-Orient, Afrique, Afghanistan... – a généré de grandes frustrations. Ces interventions ont pu être ponctuellement utiles : mais la disproportion entre investissements et espoirs d'une part, résultats de l'autre, est trop forte.

On peut invoquer de multiples explications. Tout d'abord, le terme générique d'intervention suggère un modèle d'action quasi unique pour des situations très différentes. Dans ce modèle, si l'on s'efforce certes de moduler les moyens, de les adapter à chaque cause, ils restent pour l'essentiel organisés autour du militaire – paradigme de la capacité de mobilisation et d'action rapides. Cette pensée militaro-centrée (qui ne peut être reprochée aux militaires...) rend difficile de penser l'action globale dans la longue durée. Or gérer une crise, c'est créer du politique dans la durée : le *fire and forget* pratiqué en Irak en 2003, ou en Libye en 2011, est la pire des méthodes.

Ce centrage militaire présente deux défauts encore. L'un est contingent : le concept d'intervention a servi à professionnaliser et à réduire le format des armées – il ne s'agissait plus de mener des guerres de défense mais d'assurer des opérations de police extérieure. Résultat : en France, la contradiction est désormais explosive entre le nombre des interventions demandées par le politique et les capacités concrètes des armées.

L'autre défaut est plus structurel. La survalorisation du militaire dans le concept d'intervention est sans doute l'héritage d'un monde enfui. Non que l'avenir puisse se passer de militaires et de défense ; bien au contraire. Mais le type d'actions mises en œuvre dans les interventions extérieures depuis 20 ans ne correspond ni à la hiérarchie émergente des priorités de défense (retour tendanciel sur la sécurité territoriale), ni à nos capacités actuelles, ni à l'état du monde autour de nous. Dans ce monde se redéfinissent des rapports de puissance qui relativisent notre force, et notre traditionnelle définition de la puissance par la dimension militaire. La réalité du monde qui s'ébauche, c'est l'entrecroisement des facteurs de puissance, donc la multiplicité des candidats à la puissance, au détriment de l'efficacité brute de nos moyens militaires traditionnels.

Répondre à l'urgence sans automatisme

Il y a certes un troisième niveau de réflexion sur la Libye actuelle – le premier, légitimement, dans l'esprit des décideurs – : l'urgence. Elle a deux visages : celui des migrants/réfugiés, et celui du terrorisme. Une Libye laissée à son anarchie actuelle, c'est à terme la réouverture massive de la voie trans-méditerranéenne pour les migrants vers l'Italie ; et c'est l'enracinement de Daech ou de ses correspondants sur plusieurs centaines de kilomètres de côtes, qui sont notre vis-à-vis. Pourtant, une intervention militaire, au-delà des opérations « légères » déjà en cours pour plusieurs acteurs extérieurs, résoudrait-elle le problème ? Le recours au militaire reste la solution la plus visible pour résoudre un problème politique d'apparence insoluble : l'opinion l'approuve donc, en particulier face au terrorisme – les autres manœuvres étant par définition mal visibles (renseignement, échanges d'informations, opérations de police, etc.).

Mais avons-nous des réponses politico-militaires crédibles aux questions posées ? Sommes-nous sûrs d'user des bons moyens – autrement dit de faire ce que la situation demande, ce que nous devons, plus que ce que nous savons, faire ? Au nom de quoi et avec qui interviendrions-nous : appuyés sur quelle légitimité (après 2011), et sur quels moyens (les forces françaises s'approchant de la rupture de capacité) ? Compte tenu de l'état de délabrement de la Libye, on ne peut attendre du pays ni légitimation sérieuse ni relais militaire décisif sur le terrain. Et que faisons-nous pour, cette fois, penser et gérer l'après-intervention ? Le problème libyen n'est pas seulement ponctuel, en termes de migrations ou de terrorisme : il constitue une menace de long terme pour la stabilité de la région et la sécurité de ses deux voisins, l'Algérie et la Tunisie.

En définitive, « ce que nous savons faire », comme puissance militaire traditionnelle – emploi discret de forces spéciales, livraison d'armes, entraînement de forces locales, intervention aérienne, intervention à terre – reste d'une efficacité limitée, et pourrait même être contre-productif quant à nos rapports avec les populations locales.

Quant aux partenaires éventuels : les États-Unis sont réticents, occupés encore à panser leurs plaies irakiennes ; l'OTAN n'existe guère comme telle au Sud, surtout après la mauvaise expérience afghane. Et, une fois de plus l'Europe brille par son inexistence.

Une grande part du drame est là. L'Europe est absente de ses bordures, alors que la complexité et la richesse de ses héritages la préparaient sans doute mieux que d'autres acteurs à penser les situations complexes d'aujourd'hui et le caractère composite des moyens nécessaires. 2016 et 2017 constitueront sans doute un passage critique. L'Union peut continuer à se défaire : doucement, irrémédiablement c'est-à-dire moralement, dans l'esprit des peuples, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, plus à l'Est...

Autre perspective : 2015 et 2016, à des degrés divers avec les crises migratoires et les attaques terroristes, posent à l'Union des questions qui portent sur la nature même de l'intégration européenne. Pourquoi dès lors ne pas rêver à un électrochoc ? Quelques États membres décidant, en l'absence d'un consensus général, de prendre en mains le destin géopolitique de l'intégration européenne. Si ce miracle se produisait, alors il faudrait à la fois que ces États renforcent leur dimension militaire, et qu'ils insèrent cette dimension dans une réflexion stratégique plus globale sur les environnements stratégiques du vieux continent – une réflexion qui laisserait loin en arrière les sonores lieux communs qui ont jusqu'ici peuplé les « stratégies de sécurité » de l'UE.

Hors un tel mouvement, qui ne peut être que de long terme, l'intervention militaire risque d'être impossible, ou très limitée c'est-à-dire impuissante. Il vaudrait alors mieux miser sur la reconstruction politique et économique de la Libye, aussi désespérantes que puissent apparaître les perspectives immédiates. C'est d'ailleurs une autre grande faiblesse de l'UE que de n'avoir mis en œuvre aucun plan coordonné, massif c'est-à-dire à la hauteur de la situation, d'aide aux pays des printemps arabes. Est-il encore temps ?